

Quelles perspectives pour la Crimée ?

Par **Catherine Iffly**

Catherine Iffly, ancienne élève de l'École normale supérieure, est consultante politique.

Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, le visage de la presqu'île a changé. Des milliers d'habitants ont fui, tandis que de nouveaux arrivants ont fait leur apparition, qu'il s'agisse d'Ukrainiens fuyant les combats dans l'est de leur pays ou de Russes. L'économie souffre de l'enclavement. Plusieurs sites militaires sont en construction, de même qu'un pont reliant la Crimée au Caucase. En Russie, l'opération militaire a renforcé la popularité de Vladimir Poutine.

politique étrangère

À Simferopol, le soir venu, les trottoirs plongent dans l'obscurité – sauf quelques artères centrales de la capitale de la Crimée. Depuis les ruptures d'alimentation de l'électricité fournie par l'Ukraine, dues à la détérioration de lignes haute tension par des activistes, l'éclairage public est parcimonieux ; au contraire, Sébastopol et ses installations militaires baignent dans la lumière. L'inflation, selon l'indice officiel, a dépassé 100 % pour les trois dernières années et les habitants de la péninsule ont vu leur pouvoir d'achat s'éroder. Mais à Sébastopol et Simferopol, les BMW, Infiniti, Bentley et Jaguar rutilent au soleil. Les échanges économiques de la Crimée avec l'Union européenne (UE) et les États-Unis sont soumis à des restrictions importantes, mais les grandes enseignes nord-américaines du sport et celles de la mode européenne ont rouvert depuis le printemps 2016. Trois ans après l'annexion de la presqu'île ukrainienne, la Crimée présente un visage contrasté.

Bouleversements sociaux et économiques

Alors que la presqu'île est désormais enclavée, les flux de population y sont paradoxalement considérables : départ de ceux qui sont contraints de fuir, afflux de Russes de toutes les régions de la Fédération, et d'Ukrainiens du Donbass, dont les autorités russes s'efforcent de limiter la présence sans y parvenir véritablement.

Suite au changement d'État, les compétences et qualifications de diverses professions dans la péninsule, en particulier les médecins, pharmaciens,

avocats et notaires, ont cessé d'être reconnues. Certains ont repris une formation pour obtenir les certificats et licences professionnelles russes désormais exigés, les autres ont quitté la Crimée, rejoignant ceux qui devaient fuir pour des raisons politiques ou religieuses.

Les Tatares de Crimée – population autochtone musulmane qui, déportée en 1944, fut autorisée à se réinstaller sur la péninsule à la fin des années 1980 – sont visés par des mesures d'intimidation, des perquisitions et détentions arbitraires. Environ 25 jeunes Tatares, parfois mineurs, ont été kidnappés et assassinés depuis mars 2014 dans le sud de la Crimée. Leurs organes représentatifs, les Mejlis, ont été interdits en avril 2016, après que leur président a été banni et le vice-président emprisonné. Son successeur Ilmi Oumerov a été interné en hôpital psychiatrique en août 2016 pendant quelques semaines. Selon les Nations unies, en octobre 2014, la moitié des 19 000 personnes enregistrées qui avaient fui la péninsule étaient des Tatares de Crimée (qui représentaient 13 % de la population de Crimée lors du recensement d'octobre 2014). Mais une grande partie des personnes contraintes au départ ne s'enregistrent pas auprès des autorités ukrainiennes. À elle seule, l'organisation non gouvernementale Krymskaya Diaspora basée à Kiev, qui aide les personnes déplacées de Crimée, dénombre aujourd'hui 50 000 bénéficiaires de ses programmes (dont 20 % de Tatares).

Une nouvelle population russe s'est en revanche installée sur la presqu'île. Les administrations de différentes régions et les ministères moscovites ont dépêché des fonctionnaires. À Sébastopol et à Simferopol ont fleuri les cabinets d'avocats et de diverses professions libérales. Les prix de l'immobilier ont bondi, du fait de l'arrivée des investisseurs russes, et des acquisitions de résidences secondaires.

La situation des migrants ukrainiens fuyant la guerre russo-ukrainienne du Donbass est fort différente. Les autorités russes ont indiqué dès l'été 2014 qu'il n'y aurait pas en Crimée de point d'accueil des Ukrainiens de l'Est, et ceux-ci ont été réacheminés vers d'autres régions de la Fédération¹. Mais les migrants ont continué d'arriver en nombre sur la péninsule – d'autant que les ressortissants ukrainiens n'avaient pas besoin d'autorisation préalable pour séjourner et travailler dans la Fédération de Russie pour une période de trois mois prorogable. Ce régime privilégié a été supprimé en Crimée dès janvier 2015². La politique

1. « Vlasti Kryma: ukrainskih pereselencev nacnut vyvozit' na materikovuju cast' RF 21 avgusta », TASS, 19 août 2014, disponible sur : <<http://tass.ru>>.

2. « V Krymu ogranicii prebyvanie pereselencev iz Donbassa », *Korrespondent.net*, 21 janvier 2015, disponible sur : <<http://korrespondent.net>>.

peu accueillante des autorités sur la presqu'île explique que certains migrants sont repartis, mais elle n'est pas parvenue à arrêter les nouvelles arrivées. À défaut de permis de séjour, nombre de personnes déplacées vivent et travaillent en Crimée dans la précarité, faisant tous les trois mois l'aller-retour jusqu'à la ligne de démarcation russo-ukrainienne pour avoir une nouvelle carte de migration³. La médiatrice russe pour les droits de l'homme Ella Pamfilova a estimé à 200 000 les réfugiés arrivés en Crimée en 2014. Mais, sans titre de séjour pour la plupart, ils échappent aux statistiques⁴.

Les autorités russes ont d'autant plus de difficulté à contrôler cette présence des migrants venus récemment de l'Est ukrainien qu'une partie de la population résidente en Crimée avant 2014 n'a toujours pas obtenu la citoyenneté russe⁵. C'est l'un des effets les plus inattendus du passage de ce territoire, *de facto*, d'un État à un autre : le nouvel État n'a pas assuré la continuité des prestations sociales pour tous les habitants (les retraités qui n'ont pu obtenir la citoyenneté russe ne perçoivent plus de pension depuis la fin 2014). Après l'annexion, tout en conservant leur passeport ukrainien, les habitants de la Crimée pouvaient prétendre à un passeport intérieur russe (à moins qu'ils n'y renoncent, ce que peu ont fait). Ils devaient pour cela avoir antérieurement enregistré leur résidence en Crimée. Mais en Ukraine il n'était pas très important de tenir à jour cet enregistrement, dans un contexte de mobilité interne des personnes. Au 31 décembre 2014, fin de la période de transition, les autorités russes avaient délivré 1,56 million de passeports en Crimée (sur une population initiale estimée à 2,34 millions⁶). Depuis, une partie des habitants déboutés par l'administration ont essayé de faire reconnaître leurs droits en justice. La procédure, à l'issue incertaine, est d'autant plus difficile que les tribunaux russes se fondent d'abord sur le contrat de travail avant mars 2014 et d'autres documents d'emploi, que beaucoup ne peuvent produire du fait de l'importance de l'économie informelle en Crimée (évaluée par le Rosstat à 37,1 % de l'emploi au troisième trimestre 2016).

3. Entretien de l'auteur avec une migrante ukrainienne, arrivée en août 2015 de la région de Lougansk et installée à Sébastopol, âgée de 55 ans. Pour travailler, elle acquitte tous les mois une patente.

4. Des chiffres plus élevés sont actuellement évoqués en Crimée, mais les sources fiables font défaut.

5. Haut-Commissariat des droits de l'homme de la Fédération de Russie, « Report 2014 », Moscou, 2015, p. 95 et « Report 2015 », Moscou, 2016, p. 220, disponible sur : <http://eng.ombudsmanrf.org>. E. Pamfilova y suggère d'introduire dans la loi fédérale un mécanisme simplifié d'acquisition de la citoyenneté russe pour les habitants de la Crimée.

6. Service fédéral russe des migrations en Crimée et RIA Novosti, « FMS: vydaca pasportov RF ziteljam Kryma zaversena polnost'ju », 19 décembre 2014. Estimation au 1^{er} janvier 2014 de la population de la péninsule de Crimée (en incluant Sébastopol, entité administrative distincte) disponible sur : <<http://database.ukrcensus.gov.ua>>. Selon le rapport de la Commissaire aux droits de l'homme, qui s'appuie ici sur le Service fédéral russe de statistiques (Rosstat), le nombre de résidents de Crimée âgés d'au moins 14 ans et en droit d'obtenir un passeport russe était d'environ 2 millions.

Alors que les contrastes sociaux s'aiguisent, le mécontentement se manifeste. Des retraités, qui comptaient sur une amélioration de leurs revenus, ont interpellé Dmitri Medvedev lors de sa visite en Crimée en mai 2016. Certaines collectivités territoriales, après avoir distribué de généreux salaires après l'annexion, ont dû les revoir à la baisse. En outre les salaires sont érodés par l'inflation (103 % en trois ans⁷). Comme l'explique un professeur de l'université Vernadsky à Simferopol : « Mon salaire, début 2014, était de 4 000 hryvnias, près de 500 dollars, maintenant [septembre 2016] il est de 25 000 roubles [385 dollars] mais les prix sont beaucoup plus élevés, surtout pour l'alimentation. »

Les contrastes sociaux s'aiguisent et le mécontentement se manifeste

Avant 2014, une partie des fruits et légumes venaient des régions ukrainiennes de Kherson, Zaporojié, Melitopol, contiguës à la Crimée. La production locale étant insuffisante, les produits manquants viennent aujourd'hui de Russie. L'intégration entre la Crimée et l'Ukraine reposait sur une logique géographique et une continuité territoriale. La hausse des prix alimentaires, due en Russie à la crise et à l'embargo sur les produits de l'UE, s'aggrave en Crimée avec les coûts de transport.

L'Ukraine fournissait également de l'eau du Dniepr, au premier chef pour l'agriculture de la péninsule, par le canal de Crimée du Nord dont les livraisons ont été drastiquement réduites après avril 2014. L'année 2015 affiche cependant de très bonnes récoltes de céréales, de légumineuses, de fruits et de plantes aromatiques destinées aux huiles essentielles⁸. Mais le manque d'eau a affecté la production de légumes, surtout celle des ménages qui ont réduit de 30 % leurs surfaces potagères. Le riz de Crimée a disparu des étalages, remplacé par celui du Caucase. Il semble que sa culture, développée à partir des années 1970 dans les steppes sèches du nord de la Crimée grâce à l'irrigation, ait dû être abandonnée.

Une Crimée enclavée

L'insularité

L'économie de la Crimée doit faire face d'abord à un problème de « faible accessibilité⁹ », avec la fermeture des frontières terrestres. Dès la fin février 2014, des soldats russes et d'autres groupes armés ont bouclé le

7. Inflation cumulée calculée à partir des indices annuels des prix à la consommation du « Ministère du développement » en Crimée, rapports disponibles sur : <http://minek.rk.gov.ru>.

8. « Ministère du Développement économique de la République de Crimée », *Itogi social'no-ekonomiceskogo razvittija respubliky krym za 2015 god*, Simferopol, 2016.

9. *Ibid.*

territoire au nord de la péninsule, en prélude au référendum du 16 mars – dont les Nations unies ont souligné la non-validité. Sur l'étroit isthme de Perekop (qui relie la Crimée au continent), les autorités russes n'en considèrent pas moins la ligne de démarcation comme une frontière internationale. Les *checkpoints* sont engorgés, et les files de voitures, de camions et de piétons condamnés à d'interminables attentes. Les trois derniers mois de 2015, la situation a été aggravée par un blocus des camions de marchandises du côté ukrainien, du fait d'activistes tatars protestant contre les violations des droits de l'homme en Crimée. Mais ces *checkpoints* constituent un goulot d'étranglement permanent.

La Crimée, qui occupe une position géographique avantageuse entre l'Europe de l'Est et le Sud, la Turquie et le Caucase, est désormais enclose dans son petit territoire, accessible par trois points de passage terrestres au nord de la presqu'île, *via* les ferries du détroit de Kertch (qui renchérissent singulièrement les coûts de transport), ou par voie aérienne. La liaison ferroviaire passe également par le bac à Kertch. À défaut d'une très improbable restauration de la fluidité des communications au nord, la construction d'un pont sur le détroit de Kertch, décidée en 2010 par les précédents présidents ukrainien et russe, est devenue pour Vladimir Poutine un projet décisif et un symbole politique. Le chantier a été inauguré en mars 2016. En septembre 2016, de grands panneaux promettaient à Simferopol sous un portrait du président Poutine : « La mission historique de 2018, la construction d'un pont entre la Crimée et le Caucase, sera accomplie. »

Pressions économiques

Condamnant l'intervention russe en Ukraine, l'Union européenne annonçait début mars 2014 des mesures ciblées à l'égard de responsables favorables à l'annexion de la Crimée. Suite à l'engagement armé de Moscou à l'est de l'Ukraine, l'UE mettait en œuvre des sanctions économiques contre la Crimée et la Russie les 23 juin et 31 juillet 2014 – ultérieurement élargies. Parmi ces mesures, on note l'interdiction d'importer des marchandises produites en Crimée ou à Sébastopol, sauf sous certificat d'origine ukrainien, l'interdiction pour les entreprises de l'UE d'effectuer des investissements en Crimée, d'y fournir des technologies, services ou infrastructures à six secteurs stratégiques.

Avant même que ces sanctions de l'UE ne frappent son économie, la Russie avait déployé l'arme économique contre l'Ukraine début juin 2014, sanctionnant le traité d'association Ukraine/UE. Sous couvert de mesures sanitaires, des interdictions d'importation ont touché les pommes de terre puis

en juillet 2014 de nombreuses denrées alimentaires ukrainiennes¹⁰. Malgré quelques dispositions transitoires pour la Crimée, ces mesures affectent particulièrement l'économie de la péninsule, qui, avant son rattachement à la Russie, dépendait fortement de l'Ukraine continentale pour son approvisionnement. Sur les étals de Crimée, les produits russes (ou de pays plus éloignés) ont remplacé en 2014 et au début 2015 une grande partie des denrées ukrainiennes – avec un effet inflationniste certain.

En août 2015, les autorités russes ont renvoyé de Crimée en Ukraine, prétextant une non-conformité aux règles sanitaires de l'Union douanière, 953 tonnes de produits animaux et plus de 2 500 tonnes de produits d'origine végétale importés d'Ukraine, interceptés aux *checkpoints* par l'Agence fédérale de surveillance sanitaire¹¹. Depuis janvier 2016, l'embargo russe est total pour les matières premières agricoles et produits alimentaires ukrainiens. L'Ukraine, ripostant à cet embargo, a aussi interdit à partir du 15 janvier 2016 la fourniture de biens et services d'Ukraine continentale vers la Crimée, ou de biens et services en provenance de la péninsule vers l'Ukraine continentale – à l'exception des « produits alimentaires socialement importants », de l'aide humanitaire à la Crimée et de la fourniture exceptionnelle d'électricité. Depuis l'entrée en vigueur des embargos commerciaux russe et ukrainien, la part de l'Ukraine est passée de 36,8 % du total en valeur du commerce de marchandises de la Crimée (hors Russie) en 2015, à 14,4 % en 2016¹².

Dilemmes politiques, stratégiques, économiques et sociaux

Le Kremlin et les dirigeants locaux

L'enclavement de la Crimée et le conflit russo-ukrainien affectent sensiblement son économie, dont le tourisme qui constituait une ressource essentielle jusqu'en 2013. Outre l'hôtellerie et la restauration, 6 millions de vacanciers annuels – près de trois fois la population résidente – faisaient vivre les services liés au tourisme et le commerce (premier secteur pour l'emploi en 2013¹³).

10. Voir les dépêches de RIA Novosti, en particulier « Deficita kartofelja v RF iz-za ograničenij vvoza iz Ukrainy ne budet », 6 juin 2014, disponible sur : <https://ria.ru>. « Rossijska priostanavlivaet vvoz ukrainskih sokov i detskogo pitanija », 31 juillet 2014 disponible sur : <<https://ria.ru>> et « RF ne isključaet polnoj priostanovki postavok prodovol'stvija s Ukrainy », 23 juillet 2014 disponible sur : <<https://ria.ru>>. Une interdiction de tous produits alimentaires ukrainiens est envisagée.

11. « Krym v avguste vernul Ukraine okolo 4 tysac tonn neprigodnyh produktov », *RIA Novosti*, 2 septembre 2015, disponible sur : <<http://ria.ru>>.

12. Ce total n'inclut pas les échanges avec la Russie. « Ministère du Développement économique de la République de Crimée », *Itogi social'no-èkonomičeskogo razvitija respublikii krym za 2015 god, op. cit.*, et pour 2016, *Itogi social'no-èkonomičeskogo razvitija respublikii krym za 2016 god*, Simferopol, 2017.

13. Service statistique public de l'Ukraine, « Ekonomična aktyvnist' naselennja Ukraïny 2013 – Statystyčnyj zbirnyk », Kiev, 2014, p. 81 (commerces de gros et détail confondus).

La confrontation entre le Kremlin et les dirigeants mis en place en Crimée s'est ouverte autour de la nouvelle ministre du Tourisme. Jugée inefficace, celle-ci a été révoquée en juin 2015. Puis le ministre des Transports, le ministre de l'Économie et celui du Patrimoine ont démissionné, tandis qu'étaient emprisonnés le ministre de l'Industrie et plusieurs responsables économiques (comme le chef de l'administration fiscale), après des affaires de corruption. Le chef du gouvernement Sergueï Aksionov paraît garder la confiance du Kremlin. Originaire de Transnistrie, il est devenu « Premier ministre » de Crimée le 27 février 2014 à la faveur de l'intervention de militaires pro-russes sans insignes qui occupaient le Parlement à Simferopol.

Le vice-Premier ministre russe chargé de l'intégration de la Crimée à la Fédération a dénoncé la corruption des dirigeants locaux et préconisé en juillet 2015 de doubler les responsables des organes exécutifs en Crimée par des fonctionnaires de Moscou. En réalité, on assiste à un nouveau partage du pré carré économique : la corruption était déjà notoire en Crimée avant 2014, elle paraît être aujourd'hui la chose la mieux partagée.

Un nouveau partage du pré carré économique

Malgré les campagnes télévisées patriotiques appelant les Russes à se rendre en Crimée et la distribution par les syndicats de bons de séjour dans les sanatoriums, le marasme perdure. Mais la baisse de fréquentation touristique n'explique pas, à elle seule, la chute d'activité. L'écart aux saisons antérieures à 2014 est désormais modéré (selon le ministère du Tourisme, 5,6 millions de visiteurs en 2016, 4,6 millions en 2015). Les autorités russes ont eu beau jeu de mettre en cause l'état déplorable des sanatoriums et autres grandes structures tombées en désuétude depuis l'époque soviétique. Les touristes ukrainiens privilégiaient la location d'appartements aux particuliers (ils représentaient environ 70 % des 6 millions de vacanciers, avant les Russes, les ressortissants d'autres pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), puis de l'Union européenne (5 %). Le secteur du tourisme reposait sur un grand nombre de petites entreprises familiales, souvent informelles : leur activité a maintenant périclité. Les « projets de développement » promus par les organismes publics ou parapublics sont d'immenses complexes hôteliers, exigeant d'importants capitaux. Et pour nombre de vacanciers, russes pour l'essentiel, le coût de la vie est trop élevé en Crimée. Le commerce de détail a poursuivi en 2016 son recul (- 7,6 % par rapport à 2015¹⁴).

14. «Ministère du Développement économique de la République de Crimée», *Itoji social'no-èkonomičeskogo razvitija respublikii krym za 2016 god, op. cit.*

La situation du tourisme n'explique pas seule la fermeture des commerces. Les Tatares de Crimée étaient bien implantés dans la restauration et la petite hôtellerie, ainsi que sur les marchés. Après l'annexion, ces petits marchands n'ont souvent pas obtenu des nouvelles autorités russes le ré-enregistrement – obligatoire – de leur commerce. Certains restaurateurs et hôteliers ont été sommés *manu militari* de cesser leurs activités.

Militarisation ou développement économique et social ?

D'autres secteurs connaissent cependant une dynamique positive. Avec le développement des achats immobiliers russes, celui de la construction est en croissance, entraînant l'activité minière – dont la progression en volume, comme celle de la production d'électricité, de gaz et d'eau, contraste en 2016 avec la chute de l'indice de la production manufacturière. De même, les entreprises privées intégrées au « complexe militaro-industriel¹⁵ » russe ont rempli leurs carnets de commandes.

L'inflation a baissé, mais l'érosion de l'indice des salaires réels entre décembre 2015 et décembre 2016 (- 9 %) et celle des retraites se sont poursuivies. Les travaux de câblage électrique sous le détroit de Kertch, achevés en mai 2016, ont permis de compléter la production locale, en remplaçant environ 85 % du courant venant d'Ukraine. Deux nouvelles centrales thermiques doivent être construites pour couvrir l'intégralité des besoins de la péninsule, mais les difficultés à contourner les sanctions ont différé l'ouverture du chantier, initialement prévue à l'automne 2017¹⁶. Quant aux dotations du budget de la Crimée, qui avaient subi des coupes dans le budget fédéral 2017-2019, les amendements en seconde lecture les ont maintenues pour 2017 à leur valeur nominale de l'année précédente (soit une baisse en roubles constants). S'y ajoutent les importantes subventions du programme fédéral pour le développement de la péninsule pour 2017-2020, affectées aux infrastructures¹⁷.

La sécurité militaire paraît prioritaire pour les dirigeants russes – et figure jusque dans les missions du ministère du Développement de la Crimée. De plus, les exportations de la péninsule ukrainienne vers

15. «Ministère du Développement économique de la République de Crimée», *Itogi social'no-èkonomiceskogo razvitiia respublikii krym za 2016 god, op. cit.*, p. 4 (contrats du secteur privé en cours de réalisation pour 21 milliards de roubles). La construction représente en 2016 2,2 % de l'emploi total, l'industrie 16,3 %.

16. A. Feinberg *et al.*, «Horoso li Krymu v Rossii», *Gazeta RBC*, 17 mars 2017, disponible sur : <www.rbc.ru>. L'entreprise chargée du chantier a commandé des turbines à une usine russe appartenant majoritairement à Siemens, en les déclarant destinées au *krai* de Krasnodar, puis a jeté l'éponge.

17. S. Botcharova, «Pravitel'stvo opredelilo ob'em dotacij Cecnè i Krymu na 2017 god», *RBC*, 5 décembre 2016. Le budget alloué aux régions de la Fédération a augmenté globalement de 15 % pour 2017, mais cette hausse n'a pas concerné la Tchétchénie ni la Crimée. A. Feinberg *et al.*, *ibid.*

l'UE représentaient environ 23 % des exportations de la péninsule, et les échanges extérieurs ont dû être en partie réorientés. Ce sont les sanctions financières qui semblent avoir l'impact le plus fort : elles rendent difficiles le financement des entreprises russes par l'emprunt, et s'ajoutent aux effets de la chute du prix des hydrocarbures¹⁸. Le nouveau système bancaire mis en place en Crimée après l'éviction des banques ukrainiennes pâtit également des sanctions.

Les investisseurs sont peu nombreux à s'être engagés en Crimée depuis mars 2014. Si les restrictions sur les prises de participation en Crimée sont réhivitoires pour les entreprises étrangères, les difficultés d'accès au crédit, et les taux élevés (plus qu'en Russie) pratiqués par les institutions de crédit présentes sur la péninsule sont un obstacle important pour les entrepreneurs locaux et les Russes¹⁹. De plus, les contraintes que les objectifs militaires du Kremlin font peser sur le développement économique et social de la péninsule, ainsi que le conflit russo-ukrainien expliquent sans doute le peu de confiance que les investisseurs russes placent dans l'économie de la Crimée.

Dix-huit sites militaires en travaux ont été recensés dans la péninsule²⁰ : nouveaux sites ou anciennes bases de l'époque soviétique remises en état – bases navales, stations radars et bases aériennes... La présence militaire est devenue très visible, à commencer par les navires de guerre croisant non loin des baigneurs sur les côtes du Sud. Autre exemple : les grandes manœuvres de septembre 2016, véritables démonstrations de force de la marine, de l'aviation et des forces aéroportées russes sur la presqu'île, qui faisaient suite à celles de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de juin dernier en Pologne – l'opération Anaconda.

Les intérêts stratégiques de la Russie (bouclage du territoire, militarisation renforcée) paraissent contredire le développement économique et social de la péninsule. Le pont qui reliera la Crimée au Caucase – qui devrait réduire les problèmes d'acheminement des matières premières et des biens – ne résoudra sans doute pas cette contradiction. L'embargo russe sur les produits alimentaires ukrainiens, au nom de la sécurité nationale et de la défense de l'Union douanière, pèse sur l'économie de la presqu'île ; ses effets sont aggravés par l'embargo ukrainien sur les biens et services...

18. J. Sapir, « La finance russe entre crise et changement de modèle », in A. Dubien (dir.), *Russie 2015. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Cherche-Midi, 2015, p. 39-51.

19. Le premier problème rencontré par les entreprises en Crimée, selon Andreï Nazarov, vice-président de l'association entrepreneuriale Business Russie, est le passage d'une juridiction à l'autre, l'adaptation de l'entreprise aux lois russes. Voir A. Feinberg et al., « Horoso li Krymu v Rossii ».

20. « In Crimea, Russia Signals Military Resolve with New and Revamped Bases », *Reuters*, 1^{er} novembre 2016, disponible sur : <www.reuters.com>.

«*Nous Criméens*» : identité régionale et sentiment d'appartenance à la Russie

Les journaux de Crimée sont soumis à censure préalable, tandis que nombre de journalistes, victimes de harcèlement, ont fui en Ukraine continentale. Après l'annexion, le droit russe étant transposé à la Crimée, les journaux tirant à plus de 999 exemplaires ont dû s'enregistrer auprès des autorités. Les publications liées à la culture ukrainienne et à la culture tatare ont ainsi été mises à l'écart.

Des jeunes sont en prison, identifiés comme participants au rassemblement pro-Ukraine du 26 février 2014, auquel ont pris part 4 000 à 5 000 personnes devant le Parlement de Simferopol, face à celui organisé par le parti Russie Unie regroupant 600 à 700 personnes (bien que la première manifestation, qualifiée d'«*émeute*», ait été antérieure à l'exercice *de facto* de la juridiction des tribunaux russes). Dans ce contexte s'est développée une certaine schizophrénie de la vie quotidienne²¹.

Parler de «*désenchantement*» des Criméens supposerait cependant d'assumer les chiffres communiqués par les autorités russes sur la participation au référendum de mars 2014 (plus de 83 %, et 96,7 % des exprimés pour le rattachement à la Russie). Ce référendum s'est tenu dans l'opacité, les observateurs des organisations internationales (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Union européenne) ayant été refoulés. Les données des autorités russes relatives à la participation sont donc invérifiables, comme sont sujets à controverse les efforts pour proposer une estimation indépendante des résultats officiels. Suite à son voyage en Crimée à la mi-avril 2014, Evgeny Bobrov, membre du Conseil présidentiel pour la société civile et les droits de l'homme en Russie, indique une participation au référendum de 30 % à 50 %, avec 50 % à 60 %²² de votants en faveur du «*oui*». Il convient donc d'être prudent. Un point paraît certain : les habitants de Sébastopol se sont davantage mobilisés que le reste de la péninsule en faveur du rattachement.

À ce titre, est intéressante l'enquête sur les identités menée en Crimée à l'été et l'automne 2015 par Vladimir Izyavitch Moukomel, membre de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences russe, et Sergueï Romanovitch Khaïkine, conseiller auprès du chef de l'Agence fédérale

21. Le terme «*occupée*», qui n'a pas cours dans les médias français, a été employé couramment par des habitants mécontents, voire en colère, pour qualifier la situation présente de la Crimée.

22. Ayant suscité des remous, le rapport d'Evgeny Bobrov a dû être modifié et augmenté de préliminaires, mais il reste disponible sur : <http://old.president-sovet.ru>.

russe pour les questions de nationalité²³. Cette enquête, qui cherche à appréhender l'évolution des identités chez les Tatares de Crimée, a été conduite également auprès de la « majorité ethnique ». L'impact des changements du printemps 2014 sur les identités citoyenne, régionale, ethnique (et éventuellement, religieuse) y est étudié. Le contexte de l'enquête et la crainte de répercussions négatives ont pu influencer sur une partie des réponses, notamment pour les Tatares²⁴. L'enquête souligne cependant la prédominance de l'identité régionale de « Criméen », avec l'affirmation d'un « Nous Criméens » – et l'opposition, « caractéristique pour les Russes et les autres représentants de la majorité ethnique », de la Crimée à la « Russie continentale ». L'identité de Criméen est vue par la majorité ethnique non comme liée à une nationalité, mais comme rassemblant tous les groupes ethniques.

Ainsi, écrivent les auteurs, « contrairement à d'autres entités nationales et territoriales de la Fédération de Russie, où les identités citoyenne et régionale s'associent [...], en Crimée l'identité citoyenne et l'identité régionale s'affrontent ». En outre, l'afflux d'un grand nombre de fonctionnaires de Russie, « venus remplacer les Criméens sur toutes les positions importantes [...], est perçu négativement, comme une violation de l'ordre établi ».

Perspectives

On peut tenter de comprendre la crise ukrainienne en la replaçant dans le système international au sein duquel s'insèrent les relations russo-ukrainiennes depuis la chute du mur de Berlin, et en analysant les sources récentes de tensions entre la Russie et l'UE²⁵. On peut aussi mettre l'accent sur l'articulation entre politique extérieure et politique intérieure russes : l'annexion de la Crimée et l'intervention en Ukraine ont haussé la popularité de Vladimir Poutine dans son pays et servent sa stratégie politique en vue d'une réélection en 2018. Une crise économique était inévitable en Russie, avant même la crise ukrainienne : « Vladimir Poutine a brillamment déplacé l'attention de l'opinion vers un domaine où il apparaissait plus à son avantage²⁶. » Pour le président, les gains politiques de l'annexion sont certains. Pour autant, ce « calcul » a-t-il été la raison principale de la saisie

23. Enquête auprès d'un échantillon de 1 200 personnes, et recherche qualitative auprès de 12 groupes de discussion de Tatares de Crimée, 4 groupes avec des représentants de la « majorité ethnique », interviews de 19 experts et 10 interviews biographiques. Voir V. I. Moukomel et S. R. Khaïkine, « Krymskie tatary posle Krymskoj vesny: transformacija identičnostej », *Monitoring obščestvennogo mnenija: èkonomičeskie i social'nye peremeny*, n° 3, 2016, p. 51-68.

24. Ainsi, les auteurs constatent que l'identité civique (russe) serait devenue faible chez les Tatares.

25. Voir en ce sens P. Lefort, « La crise ukrainienne ou le malentendu européen », *Politique étrangère*, n° 2, 2014, p. 109-121.

26. I. Joutchkova et V. Inozemtsev, « La logique non économique de Vladimir Poutine », *Politique étrangère*, n° 2, 2015, p. 46.

de la Crimée, ou est-il venu renforcer les autres éléments qui l'ont motivée ? Enfin, l'intervention russe peut être vue sous l'angle de la logique de la décision : était-elle prévisible ? Le Kremlin envisageait-il depuis un certain temps déjà de s'approprier la Crimée, et les circonstances qui ont précédé l'intervention militaire n'ont-elles constitué que l'occasion attendue ? Ou l'annexion a-t-elle été un artefact imprévisible de la crise ukrainienne et de la fluidité de la situation, une opportunité inattendue ? La réponse à ces différentes interrogations conditionne en partie les voies envisageables pour une sortie du conflit russo-ukrainien.

L'accès aux mers chaudes est une préoccupation primordiale de la Russie

Se pose enfin la question : quels avantages géopolitiques la Russie tire-t-elle de la Crimée ? L'accès aux « mers chaudes » est une préoccupation primordiale de la Russie – qui avait obtenu en 2010 la prolongation jusqu'en 2042, voire 2047, de son bail pour la base de Sébastopol. Le développement de nouveaux équipements militaires à Sébastopol n'est plus soumis à aucune des limitations prévues dans les accords russo-ukrainiens. En outre, ce n'est plus seulement Sébastopol, on l'a dit, mais toute la Crimée qui est incluse dans le système de défense russe – ce qui rend plus complexe la situation à l'avenir. Ainsi, des systèmes antiaériens *S-400* de dernière génération (missiles sol-air de longue et moyenne portées) ont été installés à Feodosia à l'est de la Crimée. Ce déploiement – tout comme la remilitarisation de Kaliningrad – répondant, selon le Kremlin, à la mise en place des défenses antimissiles américaines en Europe centrale.

En second lieu, les ressources en hydrocarbures de cette région constituent sans doute un enjeu important pour Moscou, moins pour elles-mêmes que pour leur poids dans les jeux de pouvoir avec Kiev. Celle-ci cherchait à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou. Cette stratégie reposait d'une part sur un plan en faveur des énergies renouvelables (incluant la mise en service en 2011 de la centrale photovoltaïque de Perovo en Crimée, alors la plus puissante au monde avec ses 105 mégawatts). Surtout, pour réduire cette dépendance, le gouvernement ukrainien avait conclu en 2013 deux accords d'exploration et de partage de production de gaz de schiste avec de grandes compagnies pétrolières (notamment le groupe Shell pour le gisement de Iouzivska dans l'est de l'Ukraine). Il avait engagé des pourparlers pour développer le gisement *offshore* de Skifska, au sud-ouest de Sébastopol. Le bassin de la Crimée était considéré comme une région très prometteuse pour les réserves *offshore* conventionnelles de gaz et de pétrole. Le gouvernement ukrainien espérait parvenir à l'autonomie énergétique d'ici 2020. Tout autant que l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, ces contrats

menaçaient d'éloigner l'Ukraine de la sphère d'influence de la Russie. L'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass ont coupé court à ces projets.

Un dernier élément doit être évoqué : l'exploitation du détroit de Kertch, qui relie la mer d'Azov et la mer Noire, est décisive pour les ports russes et ukrainiens de la mer d'Azov. Ce qui rend le contrôle de la région de Kertch stratégique.

Les habitants de la péninsule paraissent dans une position d'attente. Certains, dont la situation a continué à se dégrader en 2016, ont placé quelque espoir dans la libéralisation de la politique de visas de l'UE pour les Ukrainiens à partir de mai 2017. L'Union européenne et d'autres pays ont pris des sanctions contre la Russie et ne reconnaissent pas l'annexion de la péninsule ukrainienne. Mais, en même temps, la Crimée dérange, on en parle peu dans les médias européens. Pourtant, avec son annexion et la guerre dans le Donbass, il faudra bien sortir du *statu quo* – non par le bas, avec l'illusoire projet d'une fédéralisation ukrainienne, mais par le haut : ce qui suppose de repenser les relations UE/Russie, dans un sens plus équilibré, tout en restant ferme sur les valeurs. En ce domaine, les intérêts des États européens ne coïncident pas nécessairement avec ceux des États-Unis et l'UE et l'OTAN peuvent avoir des vues différentes.

Compte tenu du « cliquetis des sabres » agités par l'OTAN et par la Russie en Europe orientale – pour reprendre le mot de Frank-Walter Steinmeier en juin 2016, alors ministre allemand des Affaires étrangères – et de l'escalade militaire actuelle, tout paraît s'opposer à une évolution favorable de la situation en Crimée et à la recherche d'un compromis acceptable à la fois pour l'Ukraine et la Russie. La relance du projet d'une défense commune aux États européens souhaitant renforcer leur coopération militaire et sécuritaire devrait être une priorité.

Il est possible que la situation en Crimée reste figée sous la présidence de Vladimir Poutine. Mais les dirigeants de l'UE, en particulier français et allemands, pourraient mettre à profit les prochaines années pour faire évoluer la configuration internationale actuelle et favoriser l'émergence de nouveaux paradigmes de politique étrangère.

En des temps de montée des enchères militaires, et de nécessaires sanctions économiques, le renforcement du dialogue à haut niveau est plus que jamais indispensable pour rattraper le déficit de communication

des dernières années entre l'UE et la Russie sur le Partenariat oriental, et les échanges humains et culturels entre sociétés civiles russe et européenne devraient être développés davantage. Quant aux relations bilatérales entre les peuples russe et ukrainien, il faudra beaucoup de temps pour surmonter les séquelles et ressentiments nés de la situation actuelle. Sans doute faut-il commencer dès à présent à susciter des initiatives dans le sens d'un rapprochement.



Mots clés

Russie
Ukraine
Crimée
Espace post soviétique

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

